

REPERTOIRE N°004/GCCT

DU 13 FEVRIER 2024

**DECISION N°004/CCT DU 13 FEVRIER 2024 RELATIVE A LA
REQUETE PRESENTEE PAR LE PREMIER MINISTRE TENDANT AU
CONTROLE DE CONFORMITE A LA CHARTE DE LA TRANSITION ET
A LA CONSTITUTION DU 26 MARS 1991 DE LA LOI N°003/2023
PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N°0005/PR/2023
MODIFIANT ET SUPPRIMANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA
LOI ORGANIQUE N°001/2014 DU 15 JUIN 2015 RELATIVE A LA
DECENTRALISATION**

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 08 janvier 2024, sous le n°0017/GCCT, par laquelle le Premier Ministre a déféré à la Cour Constitutionnelle, aux fins de contrôle de conformité à la Charte de la Transition et à la Constitution du 26 mars 1991, la loi n°003/2023 portant ratification de l'ordonnance n°0005/PR/2023 modifiant et supprimant certaines dispositions de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Constitution ;

Vu la Loi Organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la Loi Organique n°027/2021 du 31 janvier 2022 ;

Vu la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation ;

Vu le Règlement de Procédure de la Cour Constitutionnelle n°027/CC/2023 du 26 juillet 2023 ;

Vu la décision avant dire droit du 06 février 2024 ;

Les Rapporteurs ayant été entendus

1-Considérant que par requête susvisée, le Premier Ministre a déféré à la Cour Constitutionnelle, aux fins de contrôle de conformité à la Charte de la Transition et à la Constitution du 26 mars 1991, la loi n°003/2023 portant ratification de l'ordonnance n°0005/PR/2023 modifiant et supprimant certaines dispositions de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation ;

2-Considérant que toutes les dispositions de la loi n°003/2023 portant ratification de l'ordonnance n°0005/PR/2023 modifiant et supprimant certaines dispositions de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation ne sont entachées d'aucune irrégularité ; qu'il échet de les déclarer conformes à la Charte de la Transition et à la Constitution.

DECIDE

Article premier : Les dispositions de la loi n°003/2023 portant ratification de l'ordonnance n°0005/PR/2023 modifiant et supprimant certaines dispositions de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation sont conformes à la Charte de la Transition et à la Constitution .

Article 2 : La présente décision sera notifiée au requérant, au Président de la Transition, Président de la République, au Président du Sénat de la Transition, au Président de l'Assemblée Nationale de la Transition et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise ou dans un journal d'annonces légales.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du treize février deux mil vingt-quatre où siégeaient :

Monsieur **Dieudonné ABA'A OWONO**, Président,
Monsieur **Jean Bruno LEPENDA**,
Monsieur **Roger Patrice NKOGHE**,
Monsieur **Euloge MOUSSAVOU-BOUASSA DE KERI NZAMBI**,
Monsieur **Hervé VENDAKAMBANO TAKO**,
Madame **Marie Blanche BOUMBENDJE NGONDE ép. MBABIRI**,
Madame **Afriquita Dolorès AGONDJO ép. BANYENA**,
Monsieur **Sosthène MOMBOUA**, Membres,
assistés de Maître **Elodie NGABINA KAMPALARI**, Greffier.

Et ont signé, le Président et le Greffier./-

